#### M. Eric SALES

13, rue de la maison carrée 30 000 Nîmes

Tél: 0695287984

Mail: eric.sales@umontpellier.fr

Né à Nîmes le 19 avril 1971 (49 ans) Marié, un enfant

#### MAITRE DE CONFERENCES DE DROIT PUBLIC

Habilité à diriger les recherches Université MONTPELLIER Membre du CERCOP<sup>1</sup>

### **EXPERIENCES PROFESSIONNELLES**

# 2013-2021 Maître de conférences de droit public à la Faculté de Droit de l'Université Montpellier :

- Cours magistral en 1<sup>ère</sup> année : Droit constitutionnel de la Vème République (**Avec TD**) en Droit et en AES.
- Cours magistral en L3 : Régime juridique des libertés fondamentales (Avec TD).
- Cours magistral en Master 1 : Droit public du numérique.
- Cours magistral en Master 1 : Contentieux constitutionnel, Université de Nîmes (Avec TD), depuis 2019.
- Séminaire dans le cadre du Master 2 de droit public général : « Les principes constitutionnels intangibles ».
- Séminaires de droit constitutionnel dans le cadre du Master 2 pratiques pénales.
- Séminaires dans le cadre du DU Droit des religions et société démocratique.
- Conférences de méthode au centre de préparation à l'ENM : Droit constitutionnel et libertés fondamentales.

# 2006-2013 Maître de conférences de droit public en position de délégation auprès de la Faculté de droit de l'Université de Galatasaray :

- Cours de méthodologie en 1ère année : Français juridique.
- Cours magistral en 1ère année : Droit constitutionnel général.
- Cours magistral en 1ère année : Droit constitutionnel de la Vème République.
- Cours magistral en 2<sup>ème</sup> année : Systèmes juridiques comparés.
- Cours magistral en 2ème année : Introduction au droit administratif français.
- Cours magistral en 3<sup>ème</sup> année : La justice constitutionnelle en Europe.
- Séminaires en master et en doctorat : Droit constitutionnel européen I et II
- Cours magistral en 1<sup>ère</sup> année de droit de la **Faculté de droit du Caire** : Institutions juridictionnelles (2007-2008, 20 heures)
- Séminaire dans le cadre du Master 2 de droit public de la **Faculté de droit de** l'Université Montpellier I : « La jurisprudence constitutionnelle du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation » (2007-2010).

<sup>1</sup> Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives Constitutionnelles et Politiques.

- Séminaires dans le cadre du Master européen droit et politique de l'intégration européenne : Droit constitutionnel européen et « multilevel constituonalism » : « La mise en place d'un système européen d'asile », Université autonome de Barcelone (2008-2009) ; « Les origines de la PESC », Université de Szczecin (2008-2009).

## 2002-2006 Maître de conférences de droit public à la Faculté de Droit de l'Université Montpellier I :

- Cours magistral en L 1 : Droit constitutionnel de la Vème République.
- Cours magistral en L 2 : La justice constitutionnelle en Europe.
- Cours magistral en 1<sup>ère</sup> année de DEUST assistant de justice : Droit public (droit constitutionnel et droit administratif).
- Cours magistral en 1ère année de DEUG : Systèmes juridiques comparés.
- Cours magistral en 1ère année de DEUG : Droit constitutionnel général.
- Conférences de méthode\_: en droit constitutionnel au centre de préparation à l'ENA, en droit constitutionnel et libertés fondamentales au centre de préparation à l'ENM.

## TRAVAUX SCIENTIFIQUES

## 1) Ouvrages et manuels

- **2021** « *Le droit constitutionnel de la Vème République*», **Ellipses**, 2<sup>ème</sup> édition, à paraître en 2021.
  - « La Turquie, un Etat de droit en question », L'Harmattan, janvier 2021, 230 p.
- **2019** « Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ? », Sous la direction d'Anne Ponseille, de Pierre-Yves Gahdoun et d'Eric Sales, actes du colloque organisé à Montpellier en janvier 2018, **Presses de la Faculté de droit de Montpellier**, 5/2019, 209 p.
- **2018 -** « *Le numérique au service du renouvellement de la vie politique ?",(Dir.)* actes de la journée d'études décentralisées de l'AFDC, CERCOP, Montpellier, vendredi 4 novembre 2016, **Varenne**, 2018.
  - « Le droit constitutionnel turc, entre coups d'Etat et démocratie », écrit avec I.Ö. Kaboğlu de la Faculté de droit de l'Université de Marmara (Istanbul), **L'Harmattan**, 2ème édition, mai 2018, 390 p.
  - « Darbe ve Demokrasi Sarkacında Türk Anayasa Hukuku » (« Le droit constitutionnel turc, entre coups d'Etat et démocratie »), écrit avec I.Ö. Kaboğlu de la Faculté de droit de l'Université de Marmara, **Legal éd.**, Istanbul, 2018.
- **2015** « Le droit constitutionnel de la Vème République», Ellipses, février 2015, 416 p.
  - « Le droit constitutionnel turc, entre coups d'Etat et démocratie », écrit avec I.Ö. Kaboğlu de la Faculté de droit de l'Université de Marmara (Istanbul), **L'Harmattan**, avril 2015, 376 p.

- **2011** « La question préjudicielle de constitutionnalité en Europe », éd. **Beta**, Istanbul, septembre 2011, 200 p.
- **2002** « Le droit au logement dans la jurisprudence française. Etude comparée des jurisprudences constitutionnelle, administrative et judiciaire », Atelier National de Reproduction des Thèses, 2002, 440 p.

## 2) Articles

- **2021** « La Turquie entre parlementarisme et présidentialisme autoritaire », à paraître in « Le constitutionnalisme abusif en Europe », sous la direction de Pierre-Alain Collot, Université de Toulouse.
  - « Le droit au logement et les collectivités territoriales dans la jurisprudence constitutionnelle », in Catherine Le Bris (sous la direction de) « Les droits de l'homme à l'épreuve du local », Tome II, Mare et Martin, 2021, p. 199-220.
  - "Le Président Badinter et la dignité de la personne humaine, retour sur les archives des décisions du Conseil constitutionnel du 27 juillet 1994 et du 19 janvier 1995", in Le blog du CERCOP, https://montpelliercercop.blogspot.com/2021/02/le-president-badinter-et-la-dignite-de.html, 31 janvier 2021
  - « La Cour de Strasbourg, juge de la valorisation des opinions dissidentes des juges constitutionnels », in Le blog du CERCOP, https://montpelliercercop.blogspot.com/2021/01/la-cour-de-strasbourg-juge-de-la.html, 3 janvier 2021
- **2020** « La liberté d'expression des universitaires turcs enfin protégée ! », RDP, 2020, numéro 3, p. 769-786
  - « Le tirage au sort, de la démocratie des anciens à démocratie des modernes ? », in Mélanges Dominique ROUSSEAU, LGDJ, Lextenso, 2020, p. 545-552.
  - « Vers une nouvelle formule pour le référendum d'initiative partagé ? », in Le blog du CERCOP, https://montpelliercercop.blogspot.com/2020/12/vers-une-nouvelle-formule-pour-le.html, 26 décembre 2020
  - « *Le référendum parapluie* », https://montpelliercercop.blogspot.com/2020/12/le-referendum-parapluie-eric-sales\_17.html, 18 décembre 2020
- **2018 -** « Les usages du pouvoir exécutif sous la Vème République », in "Customary Law, today », **Springer**, 2018, p. 159-193.
  - « L'indépendance de la justice constitutionnelle en Turquie, retour sur la révision constitutionnelle de 2010 », in « Liberté(s) ! En Turquie ? En Méditerranée », volume IX de la Revue Méditerranéenne de Droit Public, Editions L'Epitoge Diffusion Lextenso, 2018, p.175-185.

- « Pas de question prioritaire de constitutionnalité en droit international coutumier », chronique « usages », La semaine juridique, entreprises et affaires, 10 mai 2018, hebdomadaire, n° 19, 2018, p. 36 et s.

## 2017

- "Le délit de consultation habituelle de sites Internet terroristes : une infraction d'habitude frappée d'une inconstitutionnalité continue ?", écrit avec G. Gonzalez, RTDH, n° 2017/111, p. 681 et s.
- "La fabrication numérique d'une Constitution : l'expérience inédite de l'Islande", in "Le droit constitutionnel à l'épreuve du numérique", Journée d'études nationales de l'AFDC, Paris, 17 mars 2016, Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n° 57, 1/10/2017, p. 45 et s.
- « 3 questions à Eric Sales sur la réforme constitutionnelle turque », 2017, http://blog.leclubdesjuristes.com/3-questions-aericsalesreformeconstitutionnelleturque, 2017.
- **2016** « Interrogations autour des principes constitutionnels intangibles », Anayasa Hukuku Dergisi (Journal de droit constitutionnel), vol. 10, Legal Yaıncılık, Istanbul, 2016, p. 307 et s.
- 2013 « Réflexions sur la notion d'opposabilité du droit au logement » in « Droit au logement : vers une obligation de résultat ? », La Charte, série « Droit en mouvement », Bruxelles, 01/2013, p. 47 et s.
- **2012** « L'élection du Président de la République au suffrage universel direct en Turquie », écrit avec Didem Yilmaz, Maître de conférences associée à l'Université de Bahçesehir, **revue du droit public**, n° 5, 2012, pp. 1467-1488.
  - «La procédure de renouvellement de la Constitution turque de 1982?», in Anayasa Hukuku Dergisi (Journal de droit constitutionnel), vol. 1, Legal Yaıncılık, Istanbul, 2012, pp. 441-457.
- 2011 « La question prioritaire de constitutionnalité en France, une réforme essentielle à l'épreuve de sa première année d'existence », revue annuelle de la Faculté de droit de Galatasaray, 2011-1.
- **2010** « La laïcité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », in « La laïcité en Turquie et en France », revue annuelle de la Faculté de droit de Galatasaray, 2010-2, pp. 43-61.
  - «Le Conseil supérieur de la magistrature après la réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008 », article traduit en turc par Burak Celik, Docteur à la Faculté de droit de l'Université Galatasaray, in mélanges Bayraktar, revue de la Faculté de droit de Galatasaray, 2010-1, vol. 1, pp. 847-873.

- **2009** « La protection du principe constitutionnel de laïcité par la Cour constitutionnelle turque », **revue du droit public, 2009, n° 6, p.** 1649-1682, (34 pages).
  - « La dualité du droit au logement opposable », revue française de droit constitutionnel, 2009, n° 79, p. 601-620, (22 pages).
  - « La laïcité dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », traduit en turc dans les **mélanges Yilmaz Aliefendioglu**, Yetkin Yayinlari, Ankara, 2009, p. 487-501, (15 pages).
- **2007** « *La cour constitutionnelle turque* », **revue du droit public, 2007**, **n°5**, p. 1263-1290, (28 pages).
- **2005** « La transposition des directives communautaires : une exigence de valeur constitutionnelle sous réserve de constitutionnalité », revue trimestrielle de droit européen, 2005, n°3, p. 597-622 (25 pages).
  - « Les conséquences de l'intégration européenne sur les parlements nationaux », in « Le parlement, aujourd'hui? », publication de l'Université Galatasaray, 2005, p. 293-311 (19 pages).
- **2004** «Vers l'émergence d'un droit administratif des libertés fondamentales? », revue du droit public, 2004, n° 1, p. 207-241 (34 pages).
- **2002** « La transposition des directives communautaires par le Parlement français », in «Les institutions constitutionnelles et l'intégration européenne », publication de la Faculté de droit de l'Université de Szeged (Hongrie), p.58-69 (12 pages).
- **2001** « Faut-il modifier la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901? », les petites affiches, 21/12/2001, n°254, p. 28-32 (5 pages).
  - Chronique de jurisprudence constitutionnelle 1998-1999, revue administrative, 2001, n° 321, p. 264-272 (9 pages).
- **2000** « *Le juge et les libertés* », **les cahiers français, 2000, n° 296,** p. 34-42 (9 pages).
- 1999 « La reconnaissance constitutionnelle de la responsabilité pénale du Président de la République », revue administrative, 1999, n° 312, p. 584-594 (11 pages).
- 1996 « Le Conseil constitutionnel est-il herculéen? », revue administrative, 1996, n° 291, p. 275-284 (10 pages) et n° 292, p. 390-398 (9 pages).
- 3) Participations à des colloques, congrès, conférences, séminaires.
- **2020** « *Quelle déclaration des droits du post-humain ? »*, communication prononcée lors du colloque portant sur « *Le défi transhumaniste, aspects philosophique, juridique et politique »*, Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis, 16 et 17 avril 2020 (Colloque annulé et reporté à une date ultérieure).

- **2019** « Le contrôle de constitutionnalité des lois par le juge administratif tunisien », communication prononcée lors de la conférence sur l'Actualité de l'État de droit en Tunisie, Faculté de droit de l'Université de Montpellier jeudi 12 décembre 2019.
  - « Controverse autour du recours à l'article 11 ou à l'article 89 pour réviser la Constitution de 1958 », communication prononcée lors du colloque portant sur « L'ambivalence constitutionnelle », organisé par le département de droit public de la Faculté des Sciences juridiques, Economiques et de Gestion de Jendouba, Tunisie, les 24 et 25 avril 2019.
- **2017** « *La liberté d'expression en Turquie* », communication prononcée lors de la conférence sur la liberté d'expression organisée par l'association ELSA, Faculté de droit de l'Université de Montpellier, le 29 novembre 2017.
  - « Les principes constitutionnels de la décentralisation en France » communication prononcée lors du colloque portant sur « La nouvelle Constitution de 2014, trois ans après : quel état des lieux ? », organisé par le département de droit public de la Faculté des Sciences juridiques, Economiques et de Gestion de Jendouba, Tunisie, les 12 et 13 avril 2017.
- **2016** « Le numérique au service du renouvellement de la vie politique ? », 3ème Colloque International ComSymbol, « Religion(s), laïcité(s) et société(s) au tournant des humanités numériques » soutenu par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) 2016 à l'Université Paul Valéry de Montpellier les 9 et 10 novembre 2016 Montpellier.
  - "La fabrication numérique d'une Constitution : l'expérience inédite de l'Islande", in Le numérique au service du renouvellement de la vie politique ?, Journée d'études décentralisées de l'AFDC, CERCOP, Montpellier, vendredi 4 novembre 2016.
  - « Interrogations autour des principes constitutionnels intangibles », communication prononcée lors du colloque portant sur « La nouvelle Constitution de 2014, deux ans après : quel état des lieux ? », organisé par le département de droit public de la Faculté des Sciences juridiques, Economiques et de Gestion de Jendouba, Tunisie, Jeudi 7 et Vendredi 8 avril 2016.
  - « La laïcité en droit public turc », communication lors de la conférence sur la « la laïcité en droit public comparé », organisée par le Centre de Droit Public Comparé (CDPC) de la Faculté de droit de l'Université Paris II, 10 mars 2016.
  - « *Refaire la démocratie* », participation à la conférence-débat sur le rapport Bartolone, Faculté de droit, Université Montpellier, 8 janvier 2016.
- **2013** « Réflexions sur la notion d'opposabilité du droit au logement », in « Droit au logement : vers une obligation de résultat ? », Journée d'étude organisée, le 25 janvier 2013, par l'université d'Anvers, les Facultés universitaires Saint-Louis et le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, Bruxelles.

- « Quelles procédures pour le remplacement de la Constitution turque de 1982 ? », communication lors de la table ronde de l'AIDC sur le renouvellement de la Constitution (Le pouvoir constituant dans la continuité d'un ordre juridique constitutionnel), Université de Marmara, avril 2011.
- « La laïcité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », communication au colloque franco-turc sur le principe constitutionnel de laïcité, Faculté de droit de l'Université Montpellier I, mars 2010.
- « *Le droit au logement opposable en France* », communication au colloque sur les droits sociaux, Université de Marmara, octobre 2009.
- « La laïcité dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'Homme », communication au colloque sur le principe constitutionnel de laïcité en Turquie, Université de Marmara, 10 avril 2008.
- « L'identité constitutionnelle turque est-elle un obstacle à son intégration dans l'Union européenne? », séminaire dans le cadre de l'Université européenne d'été organisée par le CERCOP sur le thème : « L'identité constitutionnelle des états membres : une limite à la construction européenne? », Montpellier, septembre 2007.
- « Les réactions des cours constitutionnelles face à l'affirmation du principe de primauté du droit communautaire », séminaire dans le cadre de l'Université européenne d'été organisée par le CERCOP sur le thème : « Pour une constitution européenne ? La primauté du droit de l'Union sur le droit des états membres », Montpellier, juillet 2005.
- « *Le droit au logement dans la jurisprudence française* », communication dans le cadre du séminaire permanent "Droit de l'habitat" sur le droit au logement en France et en Europe, Gridauh, Paris, le 16 janvier 2004.
- «*Le discours de la haine* », communication à la conférence organisée par la faculté de droit de Louisville, Etats-Unis, le 9 septembre 2003.
- **2002** « La résolution des conflits entre Etat central et entités dotées d'un pouvoir législatif par la Cour constitutionnelle », séminaire Unidem organisé par la Commission de Venise et la Cour constitutionnelle italienne, Rome, les 14 et 15 juin 2002, rapport de synthèse.
  - « Le droit au logement dans la jurisprudence judiciaire », communication au Ve congrès français de droit constitutionnel, Toulouse, 6, 7 et 8 juin 2002.
  - « Le conseil constitutionnel et l'intégration européenne », communication au 9ème colloque administratif franco-allemand organisé par l'ENA et le DHV, Speyer, les 3 et 4 juin 2002.

- **2001 -** « Faut-il modifier la loi de 1901? », communication au colloque relatif au centenaire de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, Université Montpellier I, juin 2001.
- **2000** « La loi de 1901, enjeux d'un centenaire », conférence organisée par l'URIOPSS.
- **1999** « Les objectifs de valeur constitutionnelle : instruments de saisie des nouveaux champs du droit ? », communication au IVe congrès français de droit constitutionnel, Aix-en-Provence, juillet 1999.
- **1998 -** « *Le rôle des associations dans la démocratie* », conférence au Rectorat de Montpellier.
- **1997 -** «L'absence de pouvoir discrétionnaire du juge selon R. Dworkin », séminaire CERCOP
- 4) Organisation de colloques *conférences*, *journées d'étude* :
- « Le défi transhumaniste, aspects philosophique, juridique et politique », Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis, 16 et 17 avril 2020, organisé avec Alexandre VIALA dans le cadre du programme MUSE.
- « Actualité de l'État de droit en Tunisie », conférence organisée à la Faculté de droit de l'Université de Montpellier avec Alexandre VIALA et Mustapha AFROUKH jeudi 12 décembre 2019.
- « Le droit constitutionnel punitif », colloque organisé à Montpellier en janvier 2018 avec Pierre-Yves GAHDOUN et Anne PONSEILLE.
- « Le numérique au service du renouvellement de la vie politique ?", journée d'études décentralisées de l'AFDC, Montpellier, vendredi 4 novembre 2016, Institut Universitaire Varenne, collection Colloques & Essais, 2018, 148 p.
- « Refaire la démocratie », conférence-débat entre constitutionnalistes et politistes autour du rapport Bartolone organisée avec J. BONNET, janvier 2016 ;
- « La laïcité en Turquie et en France », colloque organisé avec G. GONZALEZ (IDEDH) à Montpellier en mars 2010 et publié à la revue annuelle de la Faculté de droit de Galatasaray, 2010-2.
- « *Le parlement, aujourd'hui ?* », colloque organisé en 2004 à l'Université Galatasaray avec les Facultés de droit de Galatasaray, de Montpellier et de Toulouse, publication de l'Université Galatasaray, 2005.

## DIRECTION DE THESES ET AUTRES TRAVAUX, JURY DE THESES, COMITES DE SELECTION

#### - Liste des thèses en cours :

M. Hodabalo TCHILABALO, « La présidence des cours constitutionnelles. Etude comparée: Allemagne, Belgique, France et Italie », projet de thèse déposé en septembre 2019 ;

M. Yonden DOGAN, « Le principe constitutionnel de laïcité en Turquie », projet de thèse déposé en septembre 2019 ;

Mlle Jade MEYRIEU, « L'impact du numérique sur la démocratie », projet de thèse déposé en septembre 2018 (co-direction avec Alexandre VIALA).

M. Bogdan POPESCU, « Le principe de légalité pénale dans le droit constitutionnel en France et en Roumanie », projet de thèse déposé en septembre 2018 (co-direction avec Anne PONSEILLE);

Mlle Ouassima EL MOUNFARID, « Les caractéristiques des constitutions de la transition démocratique : Etude comparée Maroc, Egypte, Tunisie », projet de thèse déposé en décembre 2015.

#### - Encadrement d'articles :

Mlle Jade Meyrieu, « *Promesses et limites du contrôle citoyen sur Internet* » (travail encadré avec Alexandre VIALA), **RDP**, numéro 4, 2020, p. 997 et s.

Mlle Gohar GALUSTIAN, «La protection des données personnelles à l'épreuve du numérique », prix de la jeune recherche constitutionnelle, mars 2018, RDP, numéro 5, 2018, p. 1389 et s.

### - Direction de mémoires de Master 2 :

Thomas VILLARET, « Les consultations législatives en ligne », 2021.

Théo RESTOUEIX, « La protection constitutionnelle de l'intérêt supérieur de l'enfant », 2020 ;

Titouan CADY, «Le tirage au sort en démocratie?», (co-direction avec Jordane ARLETTAZ) 2020;

Olivier GRIBAL, « La tradition républicaine sous la Ve République », 2019 ;

Hodabalo TCHILABALO, « La défense gouvernementale de la loi devant le Conseil constitutionnel dans le cadre de la QPC », 2019 ;

Jade MEYRIEU, « Constitution et conflits », Université de Montpellier, 2018, (co-direction avec Alexandre VIALA);

Félix GHERARDI, « La laïcité turque devant la CEDH », soutenu en décembre 2009, Faculté de droit de l'Université Galatasaray ;

## - Direction de mémoires du DU « *Droit des religions et société démocratique* », Faculté de droit de l'Université Montpellier :

Saadiya BELKHATIR, « La présidence des affaires religieuses en Turquie », soutenu en 2020 ;

Marion FABRE, « Le Président de la République, chanoine honoraire de la basilique de saint jean de Latran », soutenu en 2019 ;

Marine CZTERNASTEK, « La pratique de la religion en prison », soutenu en 2015 ;

Justine Lucie LAUER, « La décision du Conseil Constitutionnel 2012-297 QPC du 21 février 2013 », soutenu en 2014.

## - Participation à des jurys de thèse :

Membre du jury (rapporteur) de la thèse de Madame Seda DUNBAY, « Les conséquences de l'élection des présidents de la République au suffrage universel direct sur le régime politique : étude comparative des systèmes constitutionnels français et turc », sous la direction du Professeur Ferdinand MÉLIN-SOUCRAMANIEN, Université de Bordeaux, 19 décembre 2019.

Membre du jury de la thèse de Mlle Muriel FROEHLICH, « Diversité territoriale et uniformité du droit des droits et libertés dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », sous la direction du Professeur Marie-Luce PAVIA, Université de Montpellier, 2005.

## - Participation à des comités de sélection :

Membre du comité de sélection de la Faculté de droit d'Avignon pour l'attribution d'un poste de Maître de conférences sur un profil : droit public, droit constitutionnel et droit du numérique, 2018.

ACTIVITES COLLECTIVES et ADMINISTRATIVES	
2020	Co-directeur du Master de droit public et responsable du parcours Théorie et pratique du droit constitutionnel (TPDC)
2019	Responsable du parcours de droit constitutionnel du Master 2 de droit public général
<b>2011 (depuis)</b>	Membre du comité de rédaction de la revue de droit constitutionnel de l'association des constitutionnalistes turcs (Anayasa Hukuku Dergisi), Istanbul.
2002-2006	Directeur des études du centre de préparation à l'ENA de Montpellier.

2004 (depuis) Membre titulaire de la commission de spécialistes de droit public de

Montpellier et vice-président en 2005-2006.

**1996 (depuis)** Membre du CERCOP

## FORMATION ACADEMIQUE

Habilitation à diriger les recherches :

## LES MUTATIONS DU DROIT CONSTITUTIONNEL : DECLIN OU RENOUVEAU DE LA CONSTITUTION ?

Mémoire en vue d'obtenir l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) Soutenu publiquement le **11 février 2009** devant l'Université Montpellier I

Jury:

Dominique ROUSSEAU, Directeur de recherche, Professeur, Université de Montpellier I,

Membre de l'Institut Universitaire de France

Dominique BREILLAT, Professeur émérite, Université de Poitiers Hélène PAULIAT, Professeur, Université de Limoges, Rapporteur Professeur, Université de Montpellier I, Rapporteur Professeur, Université de Toulon et du Var, Rapporteur

#### Thèse de doctorat :

## LE DROIT AU LOGEMENT DANS LA JURISPRUDENCE FRANCAISE.

Etude comparée des jurisprudences constitutionnelle, administrative et judiciaire

Thèse présentée et soutenue publiquement le **15 décembre 2001** devant l'Université de Montpellier I.

Formation doctorale : Droit public général.

Groupe des disciplines du C.N.U. : Droit public – 2° Section.

Jury:

M. Dominique ROUSSEAU, Directeur de recherche, Professeur à l'Université de

Montpellier I, Membre de l'Institut Universitaire de

France.

M. Christophe GUETTIER, Professeur à l'Université du Mans, Rapporteur.

M. Nicolas MOLFESSIS, Professeur à l'Université de Paris II.

M. Michel VERPEAUX, Professeur à l'Université de Paris I, Rapporteur. M. Alexandre VIALA, Professeur à l'Université de Montpellier I.

Le grade de Docteur a été obtenu assorti de la mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité et proposition de prix pour la publication de la thèse.

2008-2009 Habilitation à diriger les recherches en droit public
2002-2003 Prix de thèse de la Faculté de Droit de l'Université Montpellier I
1996-2001 Doctorat de droit public général.
1994-1995 DEA de droit public, Université Montpellier I.
1993-1994 Maîtrise de droit public général, Université Paris I, Panthéon Sorbonne.
1992-1993 Licence de droit public général, Université Paris I, Panthéon Sorbonne.
1991-1992 Deuxième année DEUG de droit, Université de Savoie (Chambéry).
1989-1991 Première année DEUG de droit, Université Montpellier I.
1988-1989 Baccalauréat série B, Lycée Montaury, Nîmes.

## **LANGUES**

- Anglais/Espagnol : lu, écrit, parlé.

- Turc : niveau intermédiaire.